CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
2 -02-1983
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 24 février 1983, d'une demande d'avis sur un projet de loi "visant à mettre en oeuvre les dispositions des articles 7 et 8 de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires", a donné le 4 juillet 1983 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 24e februari 1983 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "ter uitvoering van de artikelen 7 en 8 van het Verdrag inzake fysieke beveiliging van kernmateriaal", heeft de 4e juli 1983 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

La rédaction de l'intitulé n'est guère heureuse.

Le texte suivant est proposé :

"Loi relative à l'exécution des articles 7 et 8 de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, faite à Vienne et à New York le 3 mars 1980 et approuvée par la loi du ..." (1).

Article 2.

Afin de respecter l'usage suivi dans le Code pénal, il convient d'écrire le mot "ans" après chaque nombre (par exemple : les travaux forcés de dix ans à quinze ans).

La même observation vaut pour les articles 4 et 7.

Le texte néerlandais du paragraphe 1er est plus précis que le texte français, dans lequel il serait souhaitable d'écrire "par l'autorité compétente" au lieu de "légalement".

.../...

---

(1) Cette dernière loi est celle dont le projet a été examiné par le Conseil d'Etat, sous le n° L. 15.556/2.

Au paragraphe 2, le mot "effectivement", qui n'a aucune portée particulière, doit être omis.

De l'accord du délégué du Ministre, le paragraphe 3 devrait être rédigé comme suit, pour refléter exactement l'intention du Gouvernement :

"§ 3. Lorsque le fait commis sans intention de donner la mort l'a pourtant causée, le coupable est puni des travaux forcés de quinze ans à vingt ans".

Article 4.

L'article 4, comme les articles suivants, serait plus aisément lisible s'il reproduisait les circonstances mentionnées aux articles 467 et suivants du Code pénal, plutôt que de procéder par référence.

Le texte suivant est proposé :

"Article 4.- Le vol de matières nucléaires est puni des travaux forcés de dix ans à quinze ans :

1° s'il a été commis à l'aide de violences ou de menaces;

2° s'il a été commis avec effraction, escalade ou fausses clefs;

3° s'il a été commis par un fonctionnaire public à l'aide de ses fonctions;

4° si les coupables, ou l'un d'eux, ont pris le titre ou les insignes d'un fonctionnaire public ou ont allégué un faux ordre de l'autorité publique".

.../...

Article 5.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas ce que l'expression "ou de toute autre forme d'intimidation" ajoute à la notion de violences ou de menaces.

Pour le surplus, il serait préférable de citer la peine plutôt que de se référer à l'article 4 et, par conséquent, d'écrire "est punie des travaux forcés de dix ans à quinze ans".

Article 6.

Contrairement à ce que pourrait faire croire l'exposé des motifs, l'article 6 ne reprend pas "les dispositions de l'article 469 du Code pénal". En effet, ce dernier assimile au vol commis à l'aide de violences ou de menaces (article 468 du Code pénal), le cas précis qu'il vise et qui n'est donc pas distinct de l'infraction citée à l'article 468. L'article 6 du projet, par contre, crée une nouvelle infraction, qui ne se confond pas avec le vol puni selon l'article 4. En cas de concours, il y aura lieu à application de l'article 62 du Code pénal.

Le texte suivant est proposé :

"Article 6.- Celui qui, surpris en flagrant délit, exerce des violences ou fait des menaces, soit pour se maintenir en possession des matières volées ou extorquées, soit pour assurer sa fuite, est puni des travaux forcés de dix ans à quinze ans".

Article 7.

A l'alinéa 1er, le membre de phrase "Sans préjudice de la peine prévue par l'article 475 du Code pénal ..." est non seulement superflu mais encore inexact. Il doit dès lors être omis.

.../...

Le texte contient de nombreux renvois à divers articles du Code pénal, dont certains contiennent eux-mêmes des références à d'autres articles du même Code. Pareille méthode n'est pas recommandée en raison des risques d'imprécision et d'erreurs d'interprétation qu'elle comporte.

Ainsi, l'article 4 du projet se réfère à l'article 467 du Code pénal et l'article 7 à l'article 471 du même Code. Or les trois circonstances aggravantes énumérées à l'article 467 le sont aussi à l'article 471 : le vol de matières nucléaires commis avec une circonstance aggravante, telle que l'effraction, est puni différemment en vertu de l'article 4 ou de l'article 7, alinéa 1er, première phrase, du projet.

Sous réserve de l'observation finale, les textes suivants sont proposés. Ils remplacent l'article 7 du projet. Leur adoption entraînerait la modification de la numérotation des autres articles.

"Article (7).-

Le vol de matières nucléaires est puni des travaux forcés de quinze ans à vingt ans :

1° s'il a été commis la nuit;

2° s'il a été commis par deux ou plusieurs personnes;

3° si le coupable a utilisé un véhicule ou tout autre engin motorisé ou non pour faciliter le vol ou pour assurer sa fuite.

Article (8).-

L'extorsion de matières nucléaires à l'aide de violences ou de menaces (ou de toute autre forme d'intimidation) (1) est puni des travaux forcés de quinze ans à vingt ans :

.../...

---

(1) Voir, pour les termes mis entre parenthèses, l'observation faite sous l'article 5.

1° si elle a été commise avec effraction, escalade ou fausses clefs;

2° si elle a été commise par un fonctionnaire public à l'aide de ses fonctions;

3° si les coupables, ou l'un d'eux, ont pris le titre ou les insignes d'un fonctionnaire public ou ont allégué un faux ordre de l'autorité publique;

4° si elle a été commise la nuit;

5° si elle a été commise par deux ou plusieurs personnes;

6° si le coupable a utilisé un véhicule ou tout autre engin motorisé ou non pour faciliter l'extorsion ou pour assurer sa fuite.

Article (9).-

Le fait visé à l'article 6 est puni des travaux forcés de quinze ans à vingt ans s'il a été commis avec l'une des circonstances mentionnées à l'article (8).

Article (10).-

§ 1er. Le vol de matières nucléaires, l'extorsion de celles-ci à l'aide de violences ou de menaces (ou de toute autre forme d'intimidation) (1) ainsi que le fait visé à l'article 6, sont punis des travaux forcés à perpétuité :

1° s'ils ont été commis avec deux des circonstances mentionnées, selon le cas, aux articles 4 et (7) ou à l'article (8);

2° si des armes ou des objets qui y ressemblent ont été employés ou montrés, ou si le coupable a fait croire qu'il était armé;

.../...

---

(1) Voir, pour les termes mis entre parenthèses, l'observation faite sous l'article 5.

3° si le coupable a fait usage de substances inhibitives ou toxiques pour commettre le fait ou pour assurer sa fuite;

4° si le coupable a utilisé un véhicule volé ou tout autre engin motorisé ou non, qui a été volé pour faciliter le fait ou pour assurer sa fuite;

5° si, pour faciliter le fait ou pour assurer sa fuite, le coupable a utilisé un véhicule automobile ou tout autre engin motorisé muni d'insignes ou d'appareils susceptibles de créer la confusion avec un véhicule automobile ou tout autre engin motorisé appartenant aux forces de l'ordre.

§ 2. Les mêmes faits sont punis de la même peine :

1° si les violences ou les menaces ont causé, soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente physique ou psychique, soit la perte complète de l'usage d'un organe, soit une mutilation grave;

2° si les malfaiteurs ont soumis les personnes à des tortures corporelles;

3° si les violences ou les menaces exercées sans intention de donner la mort, l'ont pourtant causée.

§ 3. La peine portée par le paragraphe 2 est appliquée lors même que la consommation du vol ou de l'extorsion a été empêchée par des circonstances indépendantes de la volonté des coupables"

.../...

Article 9 (devenant l'article 12).

Le texte devrait être précisé comme suit :

"Article 12.-

Les juridictions belges sont compétentes pour connaître des infractions prévues par la présente loi, qui ont été commises sur le territoire d'un des Etats parties à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, faite à Vienne et à New York le 3 mars 1980 et approuvée par la loi du ..., ou à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé dans un de ces Etats, lorsque l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur le territoire belge et que le Gouvernement belge n'a pas accordé l'extradition à cet Etat".

OBSERVATION FINALE.

Dans les textes proposés ci-dessus, le Conseil d'Etat a suivi les choix du Gouvernement en ce qui concerne les peines applicables aux différentes infractions que le projet prévoit.

Il appartiendra, cependant, au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier si certaines de ces peines ne sont pas hors de proportions logiques les unes avec les autres et si, par exemple, il est normal que le vol de matières nucléaires soit puni plus sévèrement (quinze ans à vingt ans de travaux forcés) (article 7) lorsque le coupable a utilisé un véhicule ou tout autre engin motorisé ou non pour faciliter le vol ou pour assurer sa fuite, que lorsqu'il a été commis à l'aide de violences ou de menaces (dix ans à quinze ans) (article 4).

De même, la peine portée par l'article 8 paraît peu sévère en regard des autres peines prévues par le projet.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

De formulering van het opschrift is niet zo geslaagd.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Wet betreffende de uitvoering van de artikelen 7 en 8 van het Verdrag inzake externe beveiliging van kernmateriaal, opgemaakt te Wenen en te New York op 3 maart 1980 en goedgekeurd bij de wet van ..." (1).

Artikel 2.

Zoals in het Strafwetboek gebruikelijk is, behoort in de Franse tekst het woord "ans" na ieder getal te worden geschreven (bij voorbeeld : les travaux forcés de dix ans à quinze ans).

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 4 en 7.

De Nederlandse tekst van paragraaf 1 is nauwkeuriger dan de Franse, waarin zou moeten worden geschreven "par l'autorité compétente" in plaats van "légalement".

In paragraaf 2 moet het woord "daadwerkelijk", dat geen enkele bijzondere strekking heeft, vervallen.

.../...

---

(1) Deze wet is die waarvan het ontwerp door de Raad van State onderzocht is onder nr. L. 15.556/2.

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat paragraaf 3 als volgt geredigeerd zou moeten worden om de bedoeling van de Regering exact weer te geven :

"§ 3. Wanneer het feit gepleegd wordt zonder het oogmerk om te doden, en toch de dood veroorzaakt, wordt de schuldige gestraft met dwangarbeid van vijftien jaar tot twintig jaar".

Artikel 4.

Artikel 4, evenals de volgende artikelen, zou gemakkelijker te lezen zijn als het, veeleer dan met verwijzingen te werk te gaan, de omstandigheden die in de artikelen 467 en volgende van het Strafwetboek zijn vermeld, zou overnemen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 4.-

Diefstal van kernmateriaal wordt gestraft met dwangarbeid van tien jaar tot vijftien jaar :

1° indien hij gepleegd wordt door middel van geweld of bedreiging;

2° indien hij gepleegd wordt door middel van braak, inklimming of valse sleutels;

3° indien hij gepleegd wordt door een openbaar ambtenaar door middel van zijn ambtsbediening;

4° indien de schuldigen of een van hen de titel of de kentekens van een openbaar ambtenaar aannemen of een vals bevel van het openbaar gezag inroepen".

Artikel 5.

De Raad van State ziet niet in wat de uitdrukking "of enige andere vorm van intimidatie" toevoegt aan het begrip geweld of bedreiging.

.../...

Overigens zou het verkieslijk zijn de straf te vermelden in plaats van te verwijzen naar artikel 4; men schrijve derhalve : "wordt gestraft met dwangarbeid van tien jaar tot vijftien jaar".

Artikel 6.

In tegenstelling tot hetgeen de memorie van toelichting zou kunnen doen geloven, neemt artikel 6 "de bepalingen van artikel 469 van het Strafwetboek" niet over. Dit laatste artikel stelt het precieze geval waarop het doelt immers gelijk met diefstal gepleegd door middel van geweld of bedreiging (artikel 468 van het Strafwetboek), welk geval dus niet verschilt van het in artikel 468 genoemde misdrijf. Artikel 6 van het ontwerp daarentegen voorziet in een nieuw misdrijf dat niet samenvalt met de diefstal die overeenkomstig artikel 4 wordt gestraft. Bij samenloop dient artikel 62 van het Strafwetboek te worden toegepast.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 6.-

Hij die, op heterdaad betrapt, geweld pleegt of bedreigingen gebruikt, hetzij om in het bezit te kunnen blijven van het gestolen of afgeperste materiaal, hetzij om zijn vlucht te verzekeren, wordt gestraft met dwangarbeid van tien jaar tot vijftien jaar".

Artikel 7.

Het zinsdeel "Onverminderd de straf bepaald bij artikel 475 van het Strafwetboek ..." is niet alleen overbodig in het eerste lid maar ook onjuist. Het moet derhalve vervallen.

De tekst bevat talrijke verwijzingen naar verscheidene artikelen van het Strafwetboek, waarvan sommige zelf verwijzen naar andere artikelen van hetzelfde Wetboek. Een zodanige werkwijze is niet aan te raden wegens het eraan verbonden gevaar voor onnauwkeurigheid en verkeerde uitlegging.

.../...

Zo verwijst artikel 4 van het ontwerp naar artikel 467 van het Strafwetboek en artikel 7 naar artikel 471 van hetzelfde Wetboek. Nu worden de drie verzwarende omstandigheden van artikel 467 ook in artikel 471 opgesomd : diefstal van kernmateriaal gepleegd onder een verzwarende omstandigheid, zoals braak, wordt verschillend gestraft krachtens artikel 4 of artikel 7, eerste lid, eerste volzin, van het ontwerp.

Onder voorbehoud van de slotopmerking worden ter vervanging van artikel 7 van het ontwerp de navolgende teksten voorgesteld. Indien zij worden aangenomen, zullen de overige artikelen moeten worden vernummerd.

"Artikel (7).-

Diefstal van kernmateriaal wordt gestraft met dwangarbeid van vijftien jaar tot twintig jaar.

1° indien hij gepleegd wordt bij nacht;

2° indien hij gepleegd wordt door twee of meer personen;

3° indien de schuldige, om de diefstal te vergemakkelijken of zijn vlucht te verzekeren, gebruik maakt van een voertuig of enig ander al of niet met een motor aangedreven tuig.

Artikel (8).-

Afpersing van kernmateriaal door middel van geweld of bedreiging (of enige andere vorm van intimidatie) (1) wordt gestraft met dwangarbeid van vijftien jaar tot twintig jaar :

1° indien zij gepleegd wordt door middel van braak, inklimming of valse sleutels;

2° indien zij gepleegd wordt door een openbaar ambtenaar door middel van zijn ambtsbediening;

3° indien de schuldigen of een van hen de titel of de kentekens van een openbaar ambtenaar aannemen of een vals bevel van het openbaar gezag inroepen;

.../...

---

(1) Er zij, voor wat de tussen haakjes geplaatste termen betreft, verwezen naar de onder artikel 5 gemaakte opmerking.

4° indien zij gepleegd wordt bij nacht;

5° indien zij gepleegd wordt door twee of meer personen;

6° indien de schuldige, om de afpersing te vergemakkelijken of zijn vlucht te verzekeren, gebruik maakt van een voertuig of enig ander al of niet met een motor aangedreven tuig.

Artikel (9).-
Het in artikel 6 bedoelde feit wordt gestraft met dwangarbeid van vijftien jaar tot twintig jaar indien het gepleegd wordt onder een van de in artikel (8) vermelde omstandigheden.

Artikel (10).-
§ 1. Diefstal van kernmateriaal, afpersing ervan door middel van geweld of bedreiging (of enige andere vorm van intimidatie) (1) alsook het in artikel 6 bedoelde feit worden gestraft met levenslange dwangarbeid :

1° indien zij gepleegd worden onder twee van de omstandigheden naar gelang van het geval vermeld in de artikelen 4 en (7) of in artikel (8);

2° indien wapens of op wapens gelijkende voorwerpen worden gebruikt of getoond, of indien de schuldige doet geloven dat hij gewapend is;

3° indien de schuldige, om het feit te plegen of zijn vlucht te verzekeren, gebruik maakt van weerloosmakende of giftige stoffen;

4° indien de schuldige, om het feit te vergemakkelijken of zijn vluch te verzekeren, gebruik maakt van een gestolen voertuig of enig ander al of niet met een motor aangedreven gestolen tuig;

5° indien de schuldige, om het feit te vergemakkelijken of zijn vluch te verzekeren, gebruik maakt van een motorvoertuig of enig ander met een motor aangedreven tuig voorzien van kentekens of toestellen waardoor verwarring kan ontstaan met een motorvoertuig of enig ander met een motor aangedreven tuig van de ordediensten;

.../...

---

(1) Er zij, voor wat de tussen haakjes geplaatste termen betreft, verwezen naar de onder artikel 5 gemaakte opmerking.

§ 2. Dezelfde feiten worden met dezelfde straf gestraft :

1° indien het geweld of de bedreiging, hetzij een ongeneeslijk lijkende ziekte, hetzij een blijvende fysische of psychische ongeschiktheid, hetzij het volledig verlies van het gebruik van een orgaan, hetzij een zware verminking ten gevolge heeft;

2° indien de boosdoeners de personen lichamelijk hebben gefolterd;

3° indien het geweld of de bedreiging gepleegd wordt zonder het oogmerk om te doden, en toch de dood veroorzaakt.

§ 3. De straf, bij paragraaf 2 bepaald, wordt zelfs dan toegepast wanneer de voltooiing van de diefstal of van de afpersing wordt verhinderd door omstandigheden, onafhankelijk van de wil van de schuldigen".

Artikel 9 (dat artikel 12 wordt).

De tekst zou als volgt verduidelijkt moeten worden :

"Artikel 12.-

De Belgische gerechten zijn bevoegd om kennis te nemen van de in deze wet omschreven misdrijven die zijn gepleegd op het grondgebied van een van de Staten die partij zijn bij het Verdrag inzake externe beveiliging van kernmateriaal, opgemaakt te Wenen en te New York op 3 maart 1980 en goedgekeurd bij de wet van ..., of aan boord van een vaartuig of luchtvaartuig dat in een van die Staten is geregistreerd, wanneer de vermoedelijke dader van het misdrijf zich op Belgisch grondgebied bevindt en de Belgische Regering de uitlevering aan die Staat niet toestaat".

SLOTOPMERKING.

In de hierboven voorgestelde teksten heeft de Raad van State de keuze van de Regering gevolgd ten aanzien van de straffen die toepasselijk zijn op de verschillende, in het ontwerp behandelde misdrijven.

Het zal echter zaak van de Regering en van de Wetgevende Kamers zijn te oordelen of er tussen sommige van die straffen onder-

ling geen wanverhouding bestaat en of het bij voorbeeld normaal is dat diefstal van kernmateriaal strenger wordt gestraft (vijftien jaar tot twintig jaar dwangarbeid) (artikel 7) wanneer de schuldige, om de diefstal te vergemakkelijken of zijn vlucht te verzekeren, gebruik maakt van een voertuig of enig ander al of niet met een motor aangedreven tuig, dan wanneer hij gepleegd wordt door middel van geweld of bedreiging (tien jaar tot vijftien jaar) (artikel 4).

Evenzo lijkt de in artikel 8 bepaalde straf weinig streng vergeleken met de andere in het ontwerp gestelde straffen.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.